

tionaux. Nous proposons d'autoriser les banques à faire des prêts, mais si les banques n'ont pas l'argent et aucun moyen d'effectuer ces transactions à quoi bon une telle loi. Les besoins du pays exigent une plus grande circulation de la monnaie nationale et j'estime que le ministre en proposant sa résolution tendant à une émission de billets nationaux, devrait porter la somme au moins à \$100,000,000. Plus tard il devrait obtenir l'autorisation d'émettre un certain montant de billets nationaux dans le but de faire du réescompte; si ce n'est pas à cette session, que ce soit durant la prochaine. Nous devrions ensuite avoir un système de banque dont le principe fondamental serait que la monnaie du pays doit être nationale, reposant sur le crédit du pays et représentée par des billets nationaux. Un système de billets nationaux afin de pouvoir réescompter, c'est le seul moyen de faire face aux circonstances.

On peut faire toutes sortes de propositions, mais les banques en réalité avouent qu'elles ne peuvent pas suffire aux besoins du pays. Elles veulent bien venir en aide d'une certaine façon à leurs clients actuels, mais peuvent-elles accorder des faveurs aux nouveaux? Les nouveaux clients doivent être aidés. Le ministre a différentes propositions au sujet du réescompte. Il dit que le Gouvernement fera des avances sur des garanties qui seront déposées entre ses mains. Qui sera le juge pour voir qu'il y aura un traitement équitable dans cette opération elle-même? Si elle est confiée aux banques, elles pourront avoir une tendance à reconnaître comme garanties les titres de certaines compagnies ou de personnes qui sont en bons rapports avec elles, mais il faut que nous établissons un système d'avance ou d'escompte qui sera dirigé par une commission absolument indépendante, organisée, je le souhaiterais, par la grande banque nationale du Canada.

Non seulement nous avons besoin de ces billets nationaux, mais nous avons également besoin d'une banque nationale, une banque puissante dans le genre de la banque de Commerce ou de la banque de Montréal, qui serait connue sous le nom de la Banque Nationale du Canada. Afin d'agir en qualité d'agent financier du gouvernement cette institution devrait posséder un fort capital; elle devrait faire des affaires sous le régime d'un système de réescompte et elle devrait émettre du papier qui aurait une circulation d'un bout du pays à l'autre. En agissant comme la banque du pays et en adoptant les deux grands principes de la circulation nationale et du réescompte,

une banque de cette nature contribuerait hautement à amener une situation financière plus satisfaisante. Si nous n'avons pas grandi aussi vite que nous l'aurions dû, c'est parce que nos lois qui régissent les banques et notre système monétaire n'ont pas gardé le pas avec les besoins de l'époque. Je rends justice au ministre de compter sur les billets nationaux afin de faire face à la situation actuelle, et je lui rends également justice relativement à la proposition qu'il a faite de faire une émission de billets nationaux jusqu'à concurrence de n'importe quelle somme contre certaines garanties. Mais cette politique ne devrait pas être seulement mise en force lorsqu'il s'agit de circonstances extraordinaires; le Canada devrait adopter hardiment et ouvertement la politique que notre système de banque doit reposer sur les principes en vigueur dans d'autres pays modernes, particulièrement dans l'Europe démodée.

Le système en vogue dans ces pays est bien en avant du nôtre en ce qui a trait à l'aide qu'il faut accorder aux industries et aux méthodes d'obvier au manque de travail; cependant, nous avons continué à laisser subsister ce système suranné.

Les banques, jusqu'à ce jour, ont réclamé tout l'honneur d'avoir maintenu le crédit du pays et d'avoir fait tout ce qui était en leur pouvoir afin de prévenir une crise financière. Je concède qu'elles ont droit à une part de leurs revendications à ce propos, mais il ne faut pas perdre de vue qu'on leur a concédé le monopole des affaires de banque au Canada. L'Etat doit se lancer dans les affaires de banque et s'occuper de la circulation de la monnaie. Il doit être le facteur dominant dans la finance. Nous avons besoin de nos banques. Nous avons besoin de notre système d'emprunts aux banques tel qu'il existe; il me fait plaisir de voir déposer les capitaux du public dans les banques, qui font des profits raisonnables à la faveur de ces transactions. Elles ont droit à tout cela, mais notre système de banque démodé n'est plus à la hauteur des besoins de ce pays.

Il ne répond plus aux besoins des cultivateurs, car en réalité les cultivateurs n'ont pu obtenir que très peu de facilités des banques canadiennes, à venir jusqu'à l'heure actuelle.

Notre système de banque ne répond plus aux besoins ordinaires des affaires, et il n'est certainement pas à la hauteur d'une situation extraordinaire comme celle que nous traversons en ce moment.

A l'heure actuelle, la situation financière de la Grande-Bretagne n'est nullement